FACT-CHECKING

Rwanda : l'histoire par le FPR, c'est

Charifer / Sipa

ESCADRONS DE LA MORT
Le livre de Michela Wrong montre comment le FPR a fait de l'élimination physique de ses opposants une arme de dissuasion massive. Ci-dessus : Paul Kagame (avec les lunettes) et ses hommes, en 1993.

écrite fini !

Trente ans après les massacres génocidaires, Michela Wrong déconstruit pierre à pierre la propagande du Front patriotique rwandais de Paul Kagame. En articulant son livre comme une enquête policière sur le parcours de compagnons de route de l'indéboulonnable président rwandais, la journaliste embarque littéralement le lecteur dans les coulisses, humaines et politiques, de ce mouvement et de ses principaux chefs tutsi.

PAR ALAIN LÉAUTHIER

Il s'appelle Paul Rusesabagina. À défaut de connaître son nom, des milliers de spectateurs de par le monde ont vu *Hôtel Rwanda,* le film inspiré par l'action de ce Hutu modéré ayant sauvé d'une mort certaine des centaines de compatriotes – tutsi et hutu – en leur offrant un refuge à l'hôtel des Mille Collines, à Kigali, en 1994. Malgré ces faits de gloire, alors que les massacres génocidaires ensanglantaient la capitale, Paul Rusesabagina vient de passer neuf cent trente-neuf jours dans les geôles rwandaises. Officiellement pour *« terrorisme ».* Plus sûrement pour un crime de lèse-majesté ayant consisté en la dénonciation répétée de l'autoritarisme – un euphémisme – de Paul Kagame, maître de facto du pays depuis 1994. Le dictateur a finalement gracié l'impudent, lequel a promis de ne plus jamais se mêler de politique, trop heureux de pouvoir retourner sain et sauf aux États-Unis, où il est résident permanent.

Les contempteurs du « kaiser » des Grands Lacs n'ont pas tous eu cette chance. Ces jours-ci, deux ans après sa publication au Royaume-Uni, un ouvrage très documenté montre ainsi comment le Front patriotique rwandais (FPR) de Kagame a fait de l'élimination physique de ses opposants, à l'intérieur et hors des frontières, une arme de dissuasion massive. Journaliste reconnue dans le monde anglo-saxon, ancienne correspondante de l'agence Reuters puis de la BBC en Afrique, Michela Wrong, l'auteure de *Rwanda. Assassins sans frontières,* a rejoint l'ancienne colonie belge quelques semaines après le déclenchement des massacres commis par les milices hutu Interahamwe. Elle y est retournée à plusieurs reprises après le génocide, souvent reçue, à l'instar de nombreux autres journalistes, par Patrick Karegeya, le chef des services du renseignement extérieur du nouveau régime. À cette époque, elle se rangeait dans le groupe très majoritaire des médias tombés sous le charme de cet homme particulièrement habile à convaincre ses ›

> interlocuteurs des nobles intentions du FPR, qui prétendait restaurer la démocratie et en finir avec des conflits ethniques d'un autre âge. Patrick Karegeya y croyait probablement tout autant avant de déchanter peu à peu en prenant la mesure de la dérive criminelle du régime dont il était un élément clé. Quand il est retrouvé mort, étranglé, dans la chambre d'un hôtel de luxe de Sandton, banlieue chic de Johannesburg, le 1er janvier 2014, Michela Wrong, pas plus que son préfacier, l'ancien journaliste et spécialiste de l'Afrique Stephen Smith, ne sont vraiment surpris. *« Rarement une mort aura été aussi largement annoncée »,* écrit-elle. Et pour cause : depuis sa rupture avec Kagame, suivi de son exil en Afrique du Sud puis de la création du Congrès national du Rwanda (CNR), regroupant diverses personnalités hostiles au satrape de Kigali, Patrick Karegeya se savait dans le viseur des tueurs. Tout comme un autre pilier du régime et du FPR ayant choisi l'exil sud-africain en 2010, le général Faustin Kayumba Nyamwasa, ni plus ni moins que l'ex-chef d'état-major de l'armée rwandaise après la victoire du FPR.

Le récit d'une folle ambition

En articulant son livre comme une enquête policière sur le parcours de ces deux très proches compagnons de route (et de guerre) de Kagame avant le divorce radical, Michela Wrong embarque littéralement le lecteur dans les coulisses, humaines et politiques, du FPR et de ses principaux chefs tutsi. Des premiers pas en Ouganda, où leurs parents se sont réfugiés dès les années 1960 au gré des crises et des conflits avec les Hutu, jusqu'aux « escadrons de la mort » chargés de régler leur compte aux dissidents et aux « traîtres ». De Kagame, grand solitaire puritain parvenu au sommet du FPR tout en étant le moins aimé de ses cadres, Michela Wrong dresse un portrait passionnant, tout en ombres et en lumière. Une très pâle lumière en vérité tant, comme le rappelle Stephen Smith, les morts imputables au FPR, avant, pendant et après le génocide, notamment dans l'est de la RDC, se comptent par centaines de milliers. Sur le terrain, à partir du mois d'août 1994, mandatée par l'ONU, l'équipe de l'Américain Robert Gersony avait déjà établi que *« le FPR* [avait] *tué des dizaines de milliers de personnes dans les zones qui tombaient sous son contrôle, plusieurs mois après la fin du génocide »*. Tout le monde ou presque s'est empressé d'étouffer le rapport. Remarquablement écrit, *Rwanda. Assassins sans frontières* reprend toutes les ramifications du dossier. C'est autant le récit de la folle ambition d'un homme et de ses affidés qu'un manuel d'anthropologie politique permettant de mieux comprendre les raisons profondes ou/et superficielles de la tragédie rwandaise. Les génocidaires hutu n'y sont pas épargnés mais, ainsi que l'écrit Stephen Smith, tardivement et courageusement Michela Wrong est arrivée à la conclusion que *« les assassinats sont inscrits dans l'ADN du FPR »*. Récemment en visite en RDC, Emmanuel Macron a semblé décidé à s'en accommoder… ■ **A.L.**

EXTRAITS

Rwanda. Assassins sans frontières, de Michela Wrong. Max Milo, 24,90 €.

BONNES FEUILLES

Plongée au c

Pour avoir "osé critiquer et dévoiler" la nature du régime de Paul Kagame, **Michela Wrong** a fait l'objet d'une campagne de "diffamations incessantes" venant de Kigali et de ses trolls. En France, feu notre ami et collaborateur Pierre Péan eut droit au même infâme traitement, avec la collaboration active de plusieurs journalistes de l'Hexagone. À la lecture des extraits que nous publions ci-après, on comprend pourquoi le livre de notre consœur britannique a si fortement fâché le "kaiser" des Grands Lacs…

LE FPR : UNE ÉLITE SOUDÉE… AVANT LES DIVORCES

« Rares sont les élites plus soudées que celle-là. C'est l'enchevêtrement le plus naturel du monde. Ayant grandi dans une communauté banyarwanda introvertie, qui avait toutes les raisons de craindre les étrangers, ils ont été obligés de se faire mutuellement confiance, en dépit des rivalités sourdes et des méfiances internes. Un diagramme de Venn montrerait une série de cercles multigénérationnels se chevauchant.

Le général Kayumba deviendra le parrain de l'un des fils de Kagame. Jeannette Kagame et Rosette Kayumba fonderont la Green Hills Academy, le premier lycée du Rwanda à proposer le baccalauréat international, et siègeront ensemble à son conseil d'administration. La fille de Sam Nkusi, Jolie, épousera le neveu de Patrick *[Karegeya],* David Batenga, tandis que la sœur de sa femme est mariée à Théogène Rudasingwa, secrétaire général du FPR.

Tous à peu près du même âge, les enfants Kagame, Kayumba et Karegeya passent d'une maison à l'autre, se font conduire par des chauffeurs indulgents à la

DR - Marco Longari / AFP

œur du système Kagame

CRIME DE LÈSE-MAJESTÉ Farouche opposant de Kagame, Paul Rusesabagina, qui a inspiré le film "Hôtel Rwanda", a passé 939 jours en prison, officiellement pour "terrorisme". Gracié par le dictateur, il a pu retourner sain et sauf aux États-Unis en promettant de ne plus jamais se mêler de politique.

Olivier Muhizi / AP / Sipa

piscine des quelques hôtels cinq étoiles de Kigali, partagent leurs repas et leurs jouets, fêtent leurs anniversaires ensemble. Les hommes se retrouvent à l'American Club ou au Cercle Sportif – où Kagame s'applique avec obstination à s'améliorer au tennis –, ou dans des bars plus populaires comme le Car Wash, autour d'une bière et des grillades de nyama choma. Si les épouses sont de la partie, on sort le grand jeu : dîner chez les Kagame ou les Karegeya, déjeuner aux Caprices du Palais ou au Flamingo, le seul restaurant chinois de la ville. »

PATRICK KAREGEYA : LE PRIX D'UNE DISSIDENCE

« Pour qui ne suit pas l'actualité africaine de près, l'assassinat d'un éminent rwandais dans un hôtel de Johannesburg a pu passer pour un acte de représailles de la part du régime Kagame contre un génocidaire en exil – un de ces êtres ignobles ayant ordonné les massacres de 1994, qui ont fait entre 500 000 et 1 million de victimes *[...]* Le président Paul Kagame, considéré comme "celui qui a mis fin au génocide", jouit presque d'un statut de saint en Occident.

Toutefois, ce nouveau rebondissement à Johannesburg ne colle pas avec le prisme "Hutu-contre-Tutsi" à travers lequel les événements du Rwanda sont en général considérés. Non seulement Patrick était un Tutsi, c'est-à-dire du même groupe ethnique que le gouvernement qui l'a fait assassiner, mais il appartenait aussi à un petit noyau dur de fidèles, des hommes qui se devaient mutuellement la vie *[...]* Si Kagame jouissait d'une aura d'intégrité morale incontestable lors de ses fréquentes apparitions aux congrès de Davos et dans diverses universités américaines, alors logiquement, Patrick, en tant qu'ancien conseiller présidentiel et un des architectes de son accession au pouvoir, aurait dû partager un peu de cet éclat. ›

> Bien au contraire, le meurtre de Patrick est la preuve qu'une révolution était en train de dévorer les siens. On y perçoit des échos du piolet planté dans la nuque de Léon Trotski dans son bureau de Mexico, sur les ordres de Joseph Staline, ou l'ombre de la silhouette trapue de Georges Danton montant à l'échafaud, condamné par Maximilien Robespierre. Cet assassinat rejoint la liste des actes fratricides commis dans l'histoire africaine, comme le transfert de Patrice Lumumba par Mobutu Sese Seko vers la province rebelle où il a été fusillé ; ou encore le coup d'État où Thomas Sankara a trouvé la mort, tandis que son meilleur ami Blaise Compaoré devenait président du Burkina Faso. »

"L'ASSASSINAT EST DANS L'ADN DU FPR"

« En 2014, Human Rights Watch a publié un rapport détaillant 13 cas d'anciens politiciens du FPR, militaires, agents des renseignements ou journalistes qui ont fui le Rwanda et ont été assassinés, kidnappés ou agressés au Kenya, en Ouganda, en Afrique du Sud ou au Royaume-Uni. Patrick *[Karegeya]* avait fourni quelques noms à la chercheuse Carina Tertsakian, tout ça pour se retrouver sur la liste lui aussi. L'ONG a adopté une approche très prudente *[...]* se contentant de lister les cas pour lesquels il existait des preuves irréfutables d'une implication de l'État. Une myriade d'autres dossiers moins documentés, mais tout aussi suspects, sont restés sur son bureau.

"LE PRÉSIDENT PAUL KAGAME, CONSIDÉRÉ COMME 'CELUI QUI A MIS FIN AU GÉNOCIDE', JOUIT PRESQUE D'UN STATUT DE SAINT EN OCCIDENT."

SUR LA SELLETTE Ancien chef d'état-major de l'armée rwandaise après la victoire du FPR, le général Faustin Kayumba Nyamwasa a choisi l'exil sud-africain en 2010 mais se sait dans le viseur des tueurs.

Themba Hadebe / AP / Sipa

Par exemple, le rapport n'évoque pas Théogène Turatsinze, ancien directeur général de la Banque rwandaise du développement, qui a fui le pays pour gagner Maputo. Jeune et brillant, on dit de lui qu'il en savait beaucoup trop sur les investissements personnels du président. En octobre 2012, son corps a été retrouvé flottant dans l'océan, les mains ligotées dans le dos. La police du Mozambique a d'abord attribué ce meurtre au gouvernement rwandais, avant de se rétracter et de le traiter comme un simple homicide *[...]* S'il est possible que Camir Nkurunziza, ancien officier rwandais tué au Cap en mai 2019, ait été victime d'une banale agression dans sa voiture, la mort de Louis Baziga, président de l'association de la diaspora rwandaise au Mozambique, abattu dans son véhicule par trois hommes, à Maputo, trois mois plus tard, portait tous les signes d'une exécution d'État. Quant à la mort de Seif Bamporiki, un des dirigeants du RNC tué par balles après avoir été entraîné dans le township de Gugulethu en Afrique du Sud en février 2021, ses collègues sont convaincus qu'il s'agit aussi d'un assassinat.

Certaines disparitions attirent plus l'attention que d'autres, notamment lorsqu'elles concernent des personnalités tutsi – en théorie, le groupe que Kagame est censé protéger.

On trouve par exemple Emmanuel Gasakure, un cardiologue qui a abandonné sa carrière en France pour retourner au Rwanda après le génocide *[...]* Médecin personnel de Kagame, il a fini par se brouiller avec la première dame. Il a été arrêté, soupçonné d'avoir fuité les données médicales du couple présidentiel. Détenu en février 2015 dans le tristement célèbre commissariat de Remera – où le chanteur Kizito Mihigo est mort par la suite –, Gasakure aurait agressé l'officier en faction, avant d'être abattu pendant la lutte. Ses amis ont du mal à croire à ce scénario... » ■

900 000 DÉPLACÉS, fuyant l'avancée des troupes du M23, se sont installés dans des camps de fortune aux portes de Goma, la capitale du Nord-Kivu. Ci-dessus, le site de Bulengo.

COLLATÉRAL

Dans l'est de la RDC, le spectre du génocide des Tutsi plane toujours

Le Nord-Kivu, région frontalière avec le Rwanda et l'Ouganda, est en prise avec le groupe armé M23, que de nombreux acteurs, dont les Nations unies, accusent d'être soutenu par Paul Kagame. Malgré les tentatives de médiation régionale, la situation ne fait qu'empirer, faisant resurgir le souvenir des guerres congolaises.

PAR PAUL LORGERIE (TEXTE) ET GWENN DUBOURTHOUMIEU (PHOTOS POUR "MARIANNE"), À GOMA

C'était un jour d'octobre comme un autre dans les collines verdoyantes du territoire de Rutshuru. Dans cette région considérée comme l'un des greniers du Nord-Kivu, province congolaise à la lisière du Rwanda et de l'Ouganda, Shukura Bihati s'est rendue au champ comme chaque matin. *« C'est à cet instant que j'ai commencé à les apercevoir »,* relate l'agricultrice. Un « béret vert », puis deux, puis trois… tenant chacun une kalachnikov. *« Des éléments du M23 qui parlaient kinyarwanda et luganda* [langues parlées au Rwanda et en Ouganda] *ont commencé à nous tirer dessus, à nous tuer, à nous violer »,* continue, dans un flot de paroles, cette mère de neuf enfants. Si Shukura a échappé à la mort, elle confesse, dans un rire gêné, que son intégrité physique n'a pas été épargnée. *« C'est à ce moment-là que j'ai décidé de fuir »,* se remémore-t-elle devant sa masure du camp de déplacés de Kanyaruchinya, en bordure ›

DÉGRADATION DES RELATIONS Au Congo, l'armée combat les rebelles du M23 aux côtés d'une coalition de milices congolaises ainsi que des FDLR, ce qui provoque la colère du Rwanda et envenime les rapports entre les deux pays. Ci-dessus : des mercenaires européens appelés en renfort à Goma.

> de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, où elle a déposé son maigre paquetage en octobre 2022.

Le spectre du « Mouvement du 23 mars » (M23) a resurgi dans le paysage congolais. Ce groupe politico-armé, fondé sur les cendres du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), une rébellion tutsi déçue par le non-respect d'un accord de démobilisation signé le 23 mars 2009, était entré en sommeil en 2013, après avoir occupé Goma. Une fois ses membres expulsés de la ville, le gouvernement congolais pensait qu'il appartenait au passé. Cantonnés au Rwanda et en Ouganda, les rebelles sont en réalité sortis de leur hibernation en novembre 2021. Claude s'en souvient bien. Originaire de Bunagana, ville à cheval sur les frontières ougandaises et rwandaises par laquelle passent de nombreux convois de marchandises, il lui arrivait de passer de l'autre côté. *« En décembre 2021, on les voyait non loin de Ruhengeri, au Rwanda, la rumeur disait qu'ils souhaitaient traverser »,* retrace ce musicien de 30 ans. Les premiers coups de feu se font alors entendre. Préférant prendre les devants, il décide de foncer plein sud, vers Goma, afin d'y trouver refuge.

"Un semblant de sécurité"

Shukura, Claude, Noëlla, Kanyere, Chanceline-Solange… Ils sont une goutte d'eau dans un océan de 900 000 personnes à avoir fui leur logis sous le crépitement des balles et le bruit des mortiers. Aux alentours de Goma, un tsunami de cahutes, faites de branchages et de moustiquaires, a inondé un paysage dominé par le volcan Nyiragongo. Sur les sites de Kanyaruchinya, de Bulengo ou encore de Lushagara, les cas de choléra se multiplient et la rougeole menace. Pour essayer de pallier cette situation, un groupe de jeunes réunis au sein du collectif « Goma actif » donne de son temps et de son argent pour apporter une aide aux plus démunis, quatre jours par semaine. *« Là-bas, nous n'avons plus de liberté… mais ici, même si nous avons peu à manger, nous avons un semblant de sécurité »,* se désole Claude.

Un véritable voile couvre désormais les zones contrôlées par le M23, qui a grignoté de vastes territoires en seulement quelques mois. Les routes en direction du Rutshuru ont été coupées. Les on-dit sont légion. Les témoins oculaires parlent d'un couvre-feu obligatoire, de taxes et de barrières douanières sur les routes.

« Cela va sonner comme de la propagande, mais les zones que nous occupons vivent totalement en paix », confie à *Marianne* Lawrence Kanyuka, porte-parole du M23. Pourtant, une note de l'Organisation internationale pour les migrations rapporte que *« les zones abritent encore une grande partie de la population de la province qui tente de mener une vie normale sous l'imposition du groupe armé. La population est encore limitée dans ses mouvements et est obligée de se déplacer clandestinement pour éviter les représailles ».* Quid de la violence ? Selon le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme, *« le Nord-Kivu demeure la province enregistrant le plus grand nombre de violations et d'atteintes aux droits humains avec 246 violations, soit 66 % »* des 454 cas enregistrés sur l'ensemble du territoire congolais au mois de janvier.

Chaos et balles perdues

Dans un hôpital de Goma, Pierre borde Héritier, son fils de 7 ans. Le 19 mars, alors que des combats éclatent dans son village de Masisi, territoire aujourd'hui au cœur de la lutte entre le M23 et l'armée congolaise appuyée par des groupes armés à l'est de la capitale provinciale, *« il s'est pris une balle perdue dans la tête pendant notre fuite »,* explique l'agriculteur. Depuis le début de l'année, le Comité international de la Croix-Rouge, qui soutient la structure, a enregistré 260 admissions de personnes blessées par balles, contre 641 sur l'ensemble de l'année 2022 et 521 pour 2021. Nombre d'experts et d'observateurs s'interrogent encore sur cette résurgence du M23. Comment ? Pourquoi maintenant ? Lawrence Kanyuka affirme que, malgré les communiqués publiés, malgré les dialogues entrepris, leurs doléances n'ont jamais été prises en considération. *« Nous avons passé plusieurs mois à Kinshasa entre 2020 et 2021, afin de négocier notre reddition sans condition et notre retour sur le sol congolais, qui est aussi le nôtre,* explique le porte-parole du M23. *Malgré cela, nous n'avons pas été entendus et l'armée congolaise nous a tiré dessus, c'est ainsi que commence la guerre. »*

Les grilles de lecture pour démêler cette situation chaotique se superposent. Dans un territoire riche en minerais, l'argument économique a souvent été

"LE NORD-KIVU DEMEURE LA PROVINCE ENREGISTRANT LE PLUS GRAND NOMBRE DE VIOLATIONS ET D'ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS." BUREAU DES NATIONS UNIES

POPULATIONS DÉMUNIES
Sur les sites de Kanyaruchinya, de Bulengo ou de Lushagara, les cas de choléra se multiplient et la rougeole menace. Ci-dessus, des patients victimes de la rougeole dans un centre de santé géré par l'ONG Alima (camp de Rusayo).

avancé par le gouvernement congolais. Le M23, de son côté, insiste sur sa mission de protection des populations, notamment des Tutsi. Dans une région où, près de trente ans plus tard, le souvenir du génocide de 800 000 Tutsi par les extrémistes hutu occupe les esprits, un autre acteur est venu s'ajouter à l'équation : le Rwanda. *« Nous avons vu passer des forces spéciales rwandaises qui appuyaient le M23 dans la région »,* nous informe un diplomate en poste dans le pays. *« En effet, j'ai été mis au courant de cela »,* appuie Juvénal Munubo Mubi, député du Nord-Kivu et membre de la commission Défense et sécurité à l'Assemblée nationale congolaise. Dans un rapport du groupe d'experts des Nations unies de décembre 2022, les différentes sources consultées *« ont signalé la présence de troupes de la force de défense rwandaise sur le territoire de la République démocratique du Congo, marchant parfois en colonnes après être entrées dans le pays par le Rwanda ».* Ce que Paul Kagame, président rwandais depuis 2000, nie en bloc.

Tensions autour des rebelles hutu

« L'important, pour lui, ce sont pourtant bien les questions liées à la population tutsi », remarque Juvénal Munubo Mubi. En 2000, au lendemain des première et seconde guerres du Congo de 1996 et de 1998, un groupe de génocidaires hutu s'était en effet réuni sous la bannière des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). Un groupe de hutu exilés, aujourd'hui réduit à peau de chagrin, que Paul Kagame ainsi que le M23 souhaitent définitivement réduire à néant. *« Pourquoi la traque des nazis continuerait et pas celle des responsables du génocide de 1994 ? »,* se justifie Lawrence Kanyuka, qui balaie par ailleurs toute accusation de collaboration avec l'État rwandais.

Le Congo et le Rwanda ont travaillé à plusieurs reprises dans ce sens. Pour autant, selon Human Rights Watch, *« l'armée congolaise a combattu les rebelles du M23 soutenu par le Rwanda dans la province du Nord-Kivu aux côtés d'une coalition de milices congolaises ainsi que des FDLR »,* provoquant ainsi la colère du Rwanda et entraînant une dégradation des relations entre les deux voisins. En octobre 2022, l'ambassadeur rwandais à Kinshasa était expulsé. En janvier 2023, un missile rwandais était tiré sur un avion de chasse congolais au-dessus de Goma. Certes, des médiations sont en cours, notamment par l'intermédiaire du Kenya et de l'Angola, pour résoudre une situation dont les racines se sont répandues dans le sol congolais. Promesses de cessez-le-feu après promesses de cessez-le-feu, aucune des parties ne semble avoir tenu ses engagements et les deux pays s'accusent mutuellement à coups de communiqués.

En attendant, de nouvelles vagues de déplacés et de nouveaux camps poussent autour de Goma. Plus de 1 million de personnes devraient s'y entasser d'ici à l'été. Chanceline-Solange, arrivée il y a deux mois après avoir quitté le Masisi, a perdu son mari et certains de ses enfants dans la fuite. *« Mais je préfère laisser la main aux politiques sur cette histoire »,* avoue, dans un désespoir serein, l'agricultrice de 45 ans. ■ **P.L.**